

Le budget

pour guider notre pays à travers les difficultés qui l'attendent.

Si nous sommes bien en récession, et le ministre semble l'avoir admis, j'estime que ce budget n'est pas celui qu'exigent les circonstances.

M. James: Madame la Présidente, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député. Je sais que son exposé était mûrement réfléchi. Il y a certes ajouté du piquant en disant que le ministre des Finances n'a pas renouvelé sa garde-robe, et d'autres choses du genre.

Je crois qu'il s'est particulièrement surpassé dans les scénarios ultrapessimistes. Nous n'avions nul besoin de scénario à la fin des années 70 et au début des années 80. La réalité nous suffisait. Il se souviendra, je suppose, qu'en 1984, le gouvernement que formait alors son parti a bel et bien conduit notre pays à la récession. Nous le savons pertinemment, car nous en avons tous subi les conséquences.

J'en ai particulièrement souffert dans mes affaires. Toutes les semaines, la banque m'avisait que les taux d'intérêt grimpaient. Ils ont atteint jusqu'à 22,5 p. 100. C'était bien réel. Et cela s'est produit sous la direction du gouvernement que formait le parti du député. Certes, tout cela s'accompagnait d'une inflation galopante.

Les Canadiens n'ont pas été dupes en 1984 et c'est pourquoi il se sont débarrassés de ce gouvernement qui dépensait sans compter. Certes, le déficit et la dette accumulée ont compté en 1984. Ils étaient bien réels. Les Canadiens ont bien vu que le gouvernement alors en place ne savait pas gérer les affaires de leur pays. Celui-ci se complaisait en dépenses folles, à raison de 45 ou 50 milliards de dollars par année. Il investissait dans des programmes 16 milliards de dollars de plus qu'il ne recouvrait de recettes. Peut-on appeler cela de la saine gestion? Et comment!

Le député de Halifax a signalé la crédibilité des ministres des Finances du passé qui non seulement citaient des documents à l'appui de leurs décisions, mais prétendaient restreindre les dépenses. Qu'ont-ils fait? Ils ont continué à dépenser pour s'attirer la faveur populaire. Voilà ce qu'ils ont fait les uns après les autres. Les Canadiens en ont eu assez. Ils ont décidé que cela ne pouvait plus durer et ils ont congédié ce gouvernement.

Ils ont élu un gouvernement qui a la volonté politique de reconnaître que l'inflation doit être jugulée et les dépenses, réduites. Tel est le programme de notre gouvernement.

Le ministre a déclaré dans son discours que l'économie connaît un ralentissement à l'heure actuelle. Il l'a dit. Il l'a écrit et il a le courage de nous dire que cela va durer encore une année. Je ne me rappelle certes pas que le gouvernement libéral m'ait prévenu que mon entreprise et moi allions être aux prises avec des taux d'intérêt de 22,5 p. 100, taux qui ont presque consacré la faillite de mon entreprise comme ils ont alors consacré celle de tant d'autres. Quelle crédibilité! Quel cynisme! Je puis vous assurer que le gouvernement libéral de l'époque ne manquait pas de cynisme. Et voici que le député critique à qui mieux mieux notre gouvernement alors qu'il devrait songer au tort que son parti a fait à notre pays.

M. Manley: Madame la Présidente, le député a soulevé des points extrêmement importants. En établissant un parallèle avec l'histoire de l'empereur qui se promenait sans vêtements, je ne cherchais nullement à nier l'importance des problèmes du Canada. L'argument qu'il a invoqué nous a déjà été servi très souvent par les députés d'en face, pas seulement dans le cadre du présent débat sur le budget, mais dans bien d'autres débats sur la politique monétaire et d'autres sujets connexes.

Il y a quelque chose que je ne m'explique pas dans l'attitude des ministériels qui font de pareilles déclarations. Cela me fait penser à mes enfants. Ce sont de bons enfants. Je les aime tendrement, comme tout le monde aime ses enfants. Je dois cependant les gronder de temps en temps. Il arrive donc que je dise à ma fille de huit ans d'arrêter de donner des coups à sa soeur. Ce à quoi elle me répond souvent: «Mais, c'est elle qui a commencé.» Et c'est précisément ce que j'entends répondre à tout bout de champ de l'autre côté: «Mais, vous l'avez fait en premier.»

Les problèmes que nous devons résoudre sont graves. Les ministériels n'ont cependant pas laissé entendre que les solutions proposées au début des années 80 n'étaient pas appropriées. Je suis certain que le député conviendra avec moi que nous nous trouvions alors en pleine récession mondiale. Le phénomène n'était pas limité au Canada; il n'était pas le fait du Canada. La récession a frappé à l'échelle internationale. Ce que le député a dit, c'est qu'on utilise le même remède aujourd'hui. Il dit qu'il est bon aujourd'hui, mais ne l'était pas à l'époque. Je ne suis pas très bien son raisonnement.